

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous continuons à négocier avec le syndicat. Les parties se sont réunies en fin de semaine et ce matin et les pourparlers se poursuivent. Le médiateur, M. O'Connor, discute avec les parties; j'espère qu'il trouvera une solution acceptable pour les deux parties en cause.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—LES MESURES DE STIMULATION ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Au moment où le chômage ne touchait que 15,000 travailleurs de l'industrie de l'automobile, il a déclaré que le gouvernement ne mettrait en œuvre aucun plan particulier, car, en sa qualité de ministre, lui-même ne tenait pas la situation pour sérieuse. Maintenant que plus de 25,000 travailleurs de cette industrie sont en chômage, et qu'il a eu le temps d'étudier à loisir le mémoire aussi sérieux que volumineux que les Travailleurs unis de l'automobile du Canada lui ont présenté ainsi qu'aux autres ministres, dirait-il à la Chambre s'il est maintenant en mesure d'annoncer les projets précis que le gouvernement actuel entend mettre en œuvre pour remédier à cette grave situation?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous avons eu au cours de la matinée une rencontre très utile avec les représentants des travailleurs de l'automobile. Le long mémoire qu'ils ont présenté étudié de façon exhaustive et dynamique bon nombre des problèmes dont nous sommes saisis. Mes collègues et moi-même entendons lui accorder toute l'attention qu'il mérite.

M. Broadbent: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre, ses fonctionnaires supérieurs et certains de ses collègues du Cabinet ont déjà eu une dizaine de jours pour étudier le mémoire en question, son ministère ou quelque autre ministère serait-il en mesure d'annoncer les projets ou les mesures qu'il entend appliquer? Autrement, le ministre pourrait-il dire au moins à la Chambre à quel moment nous pouvons espérer du gouvernement l'annonce d'un programme précis et détaillé?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, si le député avait été présent ce matin, il aurait vu que mes collègues et moi-même avons pris connaissance d'un certain nombre de mémoires soumis par les travailleurs de l'automobile. Nous lui ferons connaître en temps et lieu la décision du gouvernement.

L'AUTOMOBILE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE STIMULATION PAR LA BAISSÉ DES PRIX

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne peux qu'espérer qu'il y ait encore quelques travailleurs à l'ouvrage quand le gouvernement fera part de sa décision. J'aimerais l'interroger sur les écarts de prix, étant donné que le ministre a fait preuve d'une remarquable perspicacité en déclarant que si nous vendons 80 p. 100 de nos voitures aux États-Unis, c'est surtout dû au fait que le prix est inférieur de près de \$600 aux États-Unis. Le ministre

Questions orales

ou le gouvernement a-t-il reconsidéré la question des prix en vue de les accorder aux ressources des consommateurs canadiens et de favoriser ainsi la reprise de l'emploi dans cette industrie?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, si le député voulait bien s'arrêter au problème crucial de l'industrie automobile au Canada, soit l'effondrement du marché américain, il se rendrait compte que la solution qu'il propose n'entraînerait pas la reprise de l'industrie automobile au Canada.

* * *

● (1440)

[Français]

LES AÉROPORTS

VAL-D'OR ET ROUYN—ON DEMANDE SI LE SERVICE COMMERCIAL SERA MAINTENU

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Dans le Nord-Ouest québécois, il existe actuellement un malaise au sujet des aéroports de Val-d'Or et de Rouyn. Val-d'Or était antérieurement un aéroport militaire, qui relève maintenant du ministère des Transports, et Rouyn possède un aéroport civil. Le ministre sait sans doute que des fonctionnaires de son ministère ont visité les deux endroits à maintes reprises.

Le ministre est-il en mesure de dire aujourd'hui si Val-d'Or conservera tout son équipement, et continuera d'assurer les mêmes services, et qu'en même temps Rouyn sera traité de façon à obtenir lui aussi les instruments nécessaires pour permettre au réseau d'aviation de couvrir les deux endroits chaque fois qu'on voudra se rendre dans le Nord-Ouest québécois?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, lorsque le ministère de la Défense nationale a décidé d'abandonner cet aéroport, nous avons envoyé des enquêteurs afin de déterminer comment nous pourrions l'utiliser à des fins civiles, puisqu'il était déjà partiellement utilisé à de telles fins.

Nous essayons de déterminer la meilleure façon de procéder. Je ne peux pas promettre à l'honorable député qu'il y aura deux aéroports, soit un à Rouyn et l'autre à Noranda. Je pense que l'honorable député peut très bien se servir de son automobile pour se rendre d'un aéroport à l'autre, mais de toute manière il serait bon qu'il en ait un qui assure un service efficace.

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Si je veux prendre l'avion ou utiliser mon automobile, cela ne regarde pas le ministère des Transports.

Depuis une douzaine d'années, les fonctionnaires de ce ministère viennent visiter la région. On nous promet les instruments pour l'aéroport de Rouyn afin de pouvoir atterrir à 70 milles de Val-d'Or. On le fait entre Ottawa et Montréal, et je pense que Rouyn ou Val-d'Or sont aussi importants qu'Ottawa. Le ministre est-il disposé à donner à l'aéroport de Rouyn de meilleurs services sans enlever à Val-d'Or?